

Rapatriement et opérations sur titres  
appartenant à des personnes physiques ou morales  
alsaciennes ou lorraines

Dépêche du Min. des Fin. à la B. de F.	18. 2.41
Dépêche du Min. des Fin. à la S.N.C.F.	13. 3.41
Lettre S.N.C.F. au Min. des Fin.	29. 4.41
Lettre de la B. de F. à la S.N.C.F.	30. 4.41
Lettre S.N.C.F. au Min. des Fin.	5. 5.41
Dépêche du Min. des Fin. à la S.N.C.F.	18. 6.41
Lettre S.N.C.F. à la B. de F.	19. 6.41
Lettre S.N.C.F. au M. des F.	9. 1.42
Dépêche du M. des F. à la S.N.C.F.	8. 5.42
Dépêche du M.T.F. à la S.N.C.F.	15. 5.42

Rapatriement et opérations sur titres appartenant à des personnes physiques ou morales alsaciennes ou lorraines

Service d'Etudes Générales

Paris, le 15 mai 1942

SA : 1078

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à M. le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

La Société Nationale des Chemins de fer s'est jusqu'à ce jour abstenue de toute décision en ce qui concerne les dettes qu'elle a contractées, antérieurement à l'occupation allemande, envers des Alsaciens-Lorrains résidant actuellement sur le reste du territoire français, - en dehors des trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Pour mémoire, je récapitule les différentes phases de cette affaire :

La question du paiement de ces créanciers ne s'est pas détachée dès l'origine, de la question plus générale des relations financières de la S.N.C.F. avec les trois départements d'Alsace et de Lorraine et du règlement de l'ensemble de ses dettes et créances envers les ressortissants de ces trois départements. Par lettre des 7 novembre 1940 et 23 janvier 1941, vous m'aviez saisi des difficultés rencontrées à cet égard auprès de la Reichsbahndirektion.

Toutefois, à la suite d'une réclamation adressée, le 7 juin 1941 par M. CESAR, Directeur de l'Entreprise ETERNIT à Villeneuve-l'Archevêque (Yonne) au sujet d'une créance provenant de fournitures faites le 15 avril 1940 au district de Metz-Montigny (Moselle), M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances, consulté à ce sujet, me fit connaître qu'aux termes de ses instructions de 30 décembre 1940, 27 janvier et 18 février 1941, relatives aux relations financières avec l'Alsace-Lorraine, il n'y avait pas d'objection à l'exécution de paiements en faveur de personnes physiques ou morales résidant en dehors ~~xxx~~ du territoire d'Alsace et de Lorraine.

Dès lors, considérant que le paiement des particuliers ayant abandonné les départements alsaciens-lorrains et résidant actuellement dans d'autres régions de la France devait être nettement dissocié des négociations que vous aviez entamées avec la Reichsbahndirektion (R.B.D.) au sujet de la substitution de cette dernière à la S.N.C.F. pour l'encaissement de ses créances et le règlement de ses dettes en Alsace et en Lorraine, je prescrivais de façon formelle à la S.N.C.F., par lettre S.A. du 10 juillet 1941, de faire procéder d'extrême urgence au remboursement de la créance de M. CESAR.

Le 26 septembre, sur nouvelle réclamation de l'intéressé, ces instructions furent renouvelées et le 2 novembre 1941, par lettre S.A. 674 et en réponse à sa lettre du 17 octobre 1941, il était précisé à nouveau à M. le Directeur Général de la S.N.C.F. de la façon

la plus nette que, sans attendre le résultat de ses négociations avec la Reichsbahndirektion, la S.N.C.F. devait payer d'extrême urgence ses créanciers Alsaciens-Lorrains résidant dans le reste du territoire français.

Pour différer l'exécution du paiement, la Société Nationale a fait valoir le risque de payer deux fois, le règlement des créanciers intéressés pouvant, en effet, être effectué à son insu par la R.D.B. qui entend, ainsi qu'il est exposé ci-dessus, se réserver le soin de la liquidation des dettes et créances des fournisseurs et entrepreneurs alsaciens-lorrains.

Il a été répondu à cette objection, dans la lettre susvisée S.A. 647 du 2 novembre 1941, où il est indiqué qu'il suffirait de faire souscrire par les intéressés l'engagement de rembourser à la S.N.C.F. au cas où la R.D.B. effectuerait directement le paiement.

Cette précaution fût-elle cependant insuffisante, j'ose affirmer que le souci dont fait état la S.N.C.F., en la circonstance, est infime au regard des considérations qui ont dicté ma décision.

Il est inadmissible, à l'heure où le Gouvernement se préoccupe dans toutes les décisions touchant à la question d'Alsace-Lorraine, d'écarter toute solution pouvant préjuger de l'abandon de notre souveraineté sur ces territoires, que la S.N.C.F. diffère le règlement de ses dettes envers toute une catégorie d'Alsaciens-Lorrains qui ont droit à notre particulière sollicitude. La prudence financière doit ici céder devant le sentiment de la solidarité due à tous les membres de la communauté française.

En conséquence, je vous prie de prendre sans délai toutes mesures utiles pour la mise en recouvrement immédiate de ces créances et de me rendre compte aussitôt de leur exécution.

signé : GIBRAT.

Direction des Finances extérieures  
et des Changes

J.2 4635

M.le Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.  
(Services financiers)

Relations financières  
avec l'A.L.  
V/lettre D 506.0 du 9/I/42

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me signaler que vous conserviez dans vos caisses un certain nombre de titres déposés par la S.A.R.L. TREFILOR en garantie du paiement de frais de transport à la gare de Metz.

Cette Sté, dont les services sont repliés à Chamalière (P.de Dôme) réclamant la restitution de ses titres, vous me demandez si vous pouvez satisfaire à sa requête étant donné que son siège social est demeuré en A.L., et compte tenu de l'instruction de l'administration allemande du 10 novembre dernier au sujet des biens appartenant à des Alsaciens-lorrain

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je ne m'oppose pas à ce que la SNCF restitue les titres en cause aux représentants qualifiés de la Sté TREFILOR à l'intérieur de la France.

J'ajoute que l'instruction des autorités d'occupation du 10 nov.1941 qui est encore valable en ce qui concerne les avoirs des personnes morales, ne s'applique ~~aux~~ qu'aux valeurs déposées dans des banques.

Veillez agréer,...

Le Directeur : COUVE de MURVILLE

643

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

-----

Le Président  
1 Conseil d'Administration  
-----

19 juin 1941

D. 615/38

Services Financiers  
--

Monsieur le Gouverneur,

Par votre lettre du 30 avril dernier, vous avez bien voulu appeler mon attention sur le fait que les conversions au porteur des certificats nominatifs transférés en garantie à la Banque de France peuvent se trouver retardées par les justifications, demandées par la S.N.C.F. et les Compagnies de Chemins de fer, aux fins d'établir que les propriétaires de ces titres ne sont pas juifs, au sens des ordonnances allemandes des 27 septembre et 18 octobre 1940, ou, s'ils sont Alsaciens-Lorrains, que l'opération est réalisée en conformité des prescriptions du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances. Vous faites observer que la production de ces justifications, qui est de nature à compromettre les intérêts de la Banque en l'obligeant à différer la réalisation en Bourse de titres déposés en garantie par un débiteur défaillant, s'avère inutile puisque ses valeurs sont déjà transférées au nom de votre Etablissement qui se trouve, par le fait même, qualifié pour signer seul la réquisition de conversion.

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à notre avis, les errements actuels adoptés par la S.N.C.F. et les Compagnies, d'accord avec la Banque, pour la réalisation des transferts en garantie, ne modifient pas la nature juridique de l'opération. En particulier, la Banque ne devient pas, dès la constitution du nantissement, propriétaire des titres donnés en garantie, car, au regard des Sociétés émettrices, il ne pourrait en être ainsi que si un transfert réel était effectué. De même, si, pour des raisons de simplification, en cas de réalisation du gage, la S.N.C.F. et les Compagnies acceptent que la conversion au porteur soit requise par la Banque seule, sans le concours du titulaire du certificat, il n'en reste pas moins que, juridiquement, la Banque est considérée comme agissant, en la circonstance, en vertu d'un pouvoir spécial à elle consenti, lors de la réalisation de l'avance par le titulaire qui demeure d'ailleurs inscrit sur les registres de transfert comme propriétaire des titres en cause avec simple mention que ceux-ci ont été donnés en garantie.

.....

Monsieur le Gouverneur de la Banque de France.-

Ceci posé, et afin de n'apporter aucune entrave aux opérations requises par la Banque en matière de transferts en garantie et de conversion au porteur susceptibles d'y faire suite, nous accepterions volontiers de ne pas exiger les justifications habituelles qui, comme elle le fait d'ailleurs en ce qui concerne les qualités et la capacité des titulaires de certificats transférés en garantie, la Banque prendrait, à l'égard des Sociétés émettrices, la responsabilité de la régularité des opérations requises au regard, tant des prescriptions des ordonnances allemandes relatives aux Juifs que des instructions du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances en ce qui concerne les Alsaciens-Lorrains.

Il suffirait, à cet effet, que la Banque de France, par une déclaration générale, garantisse ces Sociétés émettrices de toutes conséquences pouvant résulter, pour celles-ci, de la réalisation des opérations demandées au double point de vue susvisé.

Si cette proposition rencontrait votre agrément, je vous serais obligé d'adresser cette déclaration générale, tant à la S.N.C.F. qu'à chacune des Compagnies de Chemins de fer.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Paris, le 16 juin 1941

N° 3998

Objet : Relations financières avec l'Alsace-Lorraine

Références: Votre lettre "Président du Conseil d'Administration"  
n° D.6131-47, du 29 avril 1941.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me signaler que la Société Générale Alsacienne de Banque et la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, cette dernière Société agissant pour le compte du Crédit Industriel D'Alsace et de Lorraine, réclament la restitution de titres appartenant à leur clientèle et trouvés en épaves dans l'enceinte du chemin de fer.

Un de vos collaborateurs a précisé à mes Services qu'il s'agit de valeurs qui avaient été évacuées en mai-juin 1940 par les banques alsaciennes suéviées et n'avaient pas pu parvenir à destination.

La Société Générale Alsacienne de Banque et le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine vous donnent comme instructions de remettre les titres, la première à son bureau de liaison à Paris, et le second à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial.

Vous me demandez quelle suite il convient de réserver à ces instructions.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je n'ai pas d'objection à ce que la restitution intervienne dans les conditions demandées par les banques alsaciennes, sous réserve que les nouveaux dépositaires des titres s'engagent à votre égard à appliquer les prescriptions de ma circulaire du 18 février au sujet du renvoi en Alsace-Lorraine des titres appartenant à des Alsaciens-Lorrains rapatriés, dans le cas où le retour des valeurs en Alsace serait réclamé.

Veuillez agréer, .....

P. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,  
Le Directeur des Finances extérieures  
et des changes,

Signé: COUVE de MURVILLE

132

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

---

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 5 mai 1941.

Services Financiers

- C O P I E -

D 61342/3

Monsieur le Ministre,

Par votre dépêche du 13 mars "Direction de l'Economie Générale-groupe III/I n° 818", vous avez bien voulu, pour compléter notre documentation, nous transmettre copie de trois lettres que vous aviez adressées, la première à tous vos Collègues et les deux autres à M.le Gouverneur de la Banque de France.

Parmi ces lettres, celle du 15 février a trait aux conditions de rapatriement des titres appartenant à des personnes physiques ou morales alsaciennes ou lorraines.

Il résulte de ses termes, d'une part, que peuvent être rapatriés en Alsace et en Lorraine, sous réserve de toutes justifications et garanties nécessaires, les titres appartenant à des personnes physiques résidant effectivement dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et, d'autre part, que peuvent être restitués librement les titres appartenant à des personnes physiques qui résident actuellement en dehors de ces trois départements.

Il semble donc, désormais, possible d'accepter des personnes physiques alsaciennes ou lorraines, quel que soit le lieu de leur domicile actuel, les demandes de conversion au porteur de certificats nominatifs immatriculés à leur nom qu'elles viendraient à nous présenter, ainsi que de leur délivrer les titres au porteur après conversion.

Quant aux personnes morales ayant conservé leur siège dans les trois départements, nous pensons que les règles posées par la lettre du 15 février, en ce qui concerne le rapatriement des titres déposés dans un Etablissement bancaire, s'appliquent également aux conversions au porteur qu'elles pourraient requérir.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si les Services des Titres de la Société Nationale et des Compagnies de Chemins de fer peuvent accepter de donner suite, dans les conditions sus-indiquées, à de semblables demandes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,  
Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat  
à l'Economie Nationale et aux Finances.--